

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

CCAP N° DIRMED-25-003

Acheteur

Ministère chargé des transports
Direction interdépartementale des Routes Méditerranée

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée
par arrêté préfectoral n°13-2025-01-24-00003 du 24 janvier 2025

Objet de l'accord-cadre

Voies Structurantes de l'Agglomération de Marseille
Missions de PI relatives à la conception et au suivi de la réalisation de
voies réservées pour les VRTC et VR2+

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexe.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	8
1-4. Passation des commandes.....	8
1-5. Éléments de mission pour le suivi et la réalisation de travaux de voies réservées.....	9
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-7. Dispositions générales.....	10
1-8. Ordres de service.....	14
1-9. Décomposition en parties techniques.....	15
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	17
2-1. Pièces particulières.....	17
2-2. Pièces générales.....	17
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES....	19
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	19
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	19
3-3. Variation dans les prix.....	22
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	24
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES.....	25
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	25
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	25
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	26
4-4. Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale.....	28
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	29
5-1. Retenue de garantie.....	29
5-2. Avances.....	29

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	31
ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	32
7-1. Conditions d'exécution.....	32
7-2. Exécution de la mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou de suivi de la réalisation des travaux jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	33
7-3. Exécution de la mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou de suivi de l'exécution de travaux après la passation des marchés de travaux.....	36
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	40
8-1. Admission.....	40
8-2. Garantie des prestations.....	42
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....	43
9-1. Résiliation.....	43
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	44
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	45
11-1. Publics bénéficiaires.....	45
11-2. Modalités de mise en œuvre.....	47
11-3. Dispositif d'accompagnement des entreprises.....	48
11-4. Contrôle du respect des dispositions d'insertion sociale.....	50
11-5. Globalisation des heures d'insertion.....	50
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	51
12-1. CCAG-PI.....	51
12-2. CCTG et CPC travaux publics.....	51
12-3. Normes françaises homologuées.....	51
12-4. Autres normes.....	51

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.
Le CCAG applicable est le CCAG Prestations intellectuelles en vigueur à la date de la publication du dossier*

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

L'objet de la présente consultation consiste à réaliser des prestations intellectuelles portant sur l'aménagement de Voies Réservées aux véhicules de Transport en Commun (VRTC), de Voies Réservées au covoiturage et à certaines catégories de véhicules (VR2+), et de haltes autoroutières, sur les voies structurantes d'agglomération de l'aire métropolitaine Marseillaise.

Les principaux axes autoroutiers concernés par ces projets d'aménagement de voies réservées concernent les 4 corridors suivants :

- « Vitrolles-Marseille » (autoroute A7) ;
- « Aix-en-Provence-Marseille » (autoroutes A51 et A7) ;
- « Aubagne-Marseille » (autoroute A50) ;
- « Martigues-Marseille » (autoroute A55) ;

ainsi que la connexion de ces axes aux réseaux départemental et métropolitain.

Le détail de la consistance des prestations objet du présent marché est repris à l'article 1.2 du CCTP.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur afin d'assurer la réalisation de voies réservées et de haltes autoroutières sur l'aire métropolitaine Marseillaise.

Le marché prévoit la possibilité, à titre annexe à la réalisation d'une VRTC/VR2+, de réaliser des études d'écrans acoustiques. Ces prestations ne relèvent du marché que si les écrans constituent avec la VRTC/VR2+ un tout indissociable et doivent être réalisées sous la même MOA et dans le cadre de l'opération VRTC/VR2+.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées

dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Métropole Aix Marseille Provence (AMP) dans le département des Bouches-du-Rhône (13).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Par convention de groupement de commande, les acheteurs sont :

- la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED) ;
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence Alpes Côtes d'Azur (DREAL PACA).

La coordination du marché est assurée par la DIRMED.

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1 - Le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranées ou le Chef du Service Ingénierie Routière de Marseille (SIR 13) de la DIRMED ou son représentant,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence Alpes Côtes d'Azur (DREAL PACA) ou le Chef du Service Transport Infrastructures et Mobilités (STIM) de la DREAL PACA ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. Le chef de Projet « Voies Réservées » de la DIRMED ou le chef de Projet « Voies Réservées » de la DREAL PACA pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Si notifications via Ordres de Service :

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de

l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-avant.

Si notifications via la plate-forme PLACE :

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire , ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à

courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE. Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant. Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

1-4. Passation des commandes

Chaque prestation fait l'objet d'un bon de commande établi par chaque acheteur du groupement de commandes. Ainsi, pour chaque bon de commande, la Maîtrise d'Ouvrage est assurée par le service émetteur du bon de commande.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le représentant de l'acheteur et notifiés par OS ou via PLACE.

Lorsque le bon de commande est établi par formulaire EXE2, et qu'il est notifié par ordre de service, la signature de l'EXE2 par le titulaire n'est pas requise dès lors que l'ordre de service est retourné signé. La signature par le titulaire de l'ordre de service de notification du formulaire EXE2, vaut donc signature de l'EXE2.

Suite à la demande du représentant de l'acheteur, un devis préalable est établi et retourné par le prestataire dans un délai maximal de huit (8) jours calendaires à compter de la date de réception de la demande par le prestataire. La mise au point de la commande pourra faire l'objet d'une réunion de travail à laquelle participera le prestataire.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8h au vendredi 12h. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation du Maître d'Ouvrage et le nom de son représentant ;
- La désignation des prestations (correspondant au devis) ;
- La quantité commandée ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestation ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La référence du marché ;
- La date de démarrage de l'exécution des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations, correspondant éventuellement au délai plafond établi dans l'acte d'engagement pour chaque élément de mission.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Éléments de mission pour le suivi et la réalisation de travaux de voies réservées

Le titulaire pourra se voir confier au titre du marché la réalisation de ces prestations, lesquelles pourront relever de missions de Maîtrise d'Œuvre ou d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage dans le cas où un Maître d'Œuvre public serait en charge de l'opération.

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des

prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit

leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

1-7.6.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en

conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-7.6.2. Clauses environnementales

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, la note détaillée du titulaire présentant la réduction de l'impact de son activité sur l'environnement jointe à son offre en sa dernière version constitue un engagement de sa part dont le maître de l'ouvrage pourra exiger le strict respect sous peine de réfaction. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entreprise titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait prévus.

Sauf mentions contraires, le titulaire respectera l'obligation de remettre l'ensemble de ses livrables au format dématérialisé (PDF).

Dans le cas où des livrables seront demandés en papier, il sera impérativement issu de forêts gérées durablement (PEFC ou FSC ou équivalent).

1-8. Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

1-9. Décomposition en parties techniques

Partie technique	Éléments de mission	Désignation
Dossier AVP (cf article 2.1 du CCTP)	AVP V0	Remise version V0 et validation par le Maître d'Ouvrage du dossier géométrique de niveau projet (vue en plan, profil en travers,...)
	AVP V1	Remise version V1 et validation par le Maître d'Ouvrage du dossier AVP pour instruction TEDET, avis exploitant, CSPS et contrôle extérieur
	AVP V2	Remise version V2 et validation par le Maître d'Ouvrage du dossier AVP pour instruction DMR (après avis TEDET)
	AVP V3	Remise version V3 et validation par le Maître d'Ouvrage des adaptations de détail du dossier après décision d'approbation de la DMR

Partie technique	Éléments de mission	Désignation
Dossier PRO (cf article 2.2 du CCTP)	PRO V1	Remise version V1 pour contrôles interne, extérieur, CSPS, exploitant et éventuellement TEDET
	PRO V2	Remise version V2 et validation par le Maître d'Ouvrage pour mise à la signature locale

Partie technique	Éléments de mission	Désignation
Dossier d'étude complémen- taire (cf article 2.3 du CCTP)	Étude complémen- taire V1	Remise version V1 pour contrôles interne et extérieur
	Étude complémen- taire V2	Remise version V2 et validation par le Maître d'Ouvrage du dossier finalisé

Partie technique	Éléments de mission	Désignation
Dossier d'études spécifiques (cf partie 3 du CCTP)	Études spécifiques V1	Remise version V1 pour contrôle extérieur
	Études spécifiques V2	Remise version V2 et validation par le Maître d'Ouvrage du dossier finalisé

	Élément de Mission	Désignation
Éléments de mission pour le suivi de la réalisation des travaux de voies réservées (cf partie 4 du CCTP)	ACT	L'assistance pour la passation du ou des contrats de travaux incluant la production du Dossier de Consultation des Opérateurs Économiques (D.C.O.E.)
	VISA	L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs
	DET	La direction de l'exécution des contrats de travaux
	AOR	L'assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des opérations de réception

Partie technique	Élément de Mission	Désignation
Prestations diverses (mesures de trafic et acoustiques) (cf partie 5 du CCTP)	Études spécifiques V1	Remise version V1 pour contrôle extérieur
	Études spécifiques V2	Remise version V2 et validation par le Maître d'Ouvrage du dossier finalisé
Prestations diverses (dévoisement de réseaux)(cf partie 5 du CCTP)	Études	La conduite des études de dévoiement des réseaux, en lien avec les gestionnaires
	Conventions	L'élaboration des conventions de dévoiement des réseaux, en lien avec les gestionnaires
	Suivi des travaux	Le suivi des travaux de dévoiement des réseaux.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2-1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi et son annexe ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF).

2-2. Pièces générales

En vigueur au premier jour du mois qui précède la date limite de réception des offres :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 ;
- L'Instruction Gouvernementale du 29 avril 2014 accompagnée de son Instruction technique du 14 juin 2024 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national ;
- L'ensemble des guides de conception routière notamment les guides :
 - Guide VSA – 90/110 ; guide VSA – 70,
 - Guide CEREMA : Voies structurantes d'agglomération – Aménagement des voies réservées aux véhicules de transport en commun, 2023,
 - Guide des accès VRU (type A),
 - Guide CEREMA : Voies structurantes d'agglomération – Aménagement de voies réservées au covoiturage et à certaines catégories de véhicules, 2020,
 - Guide CEREMA : Aménager des arrêts de transport en commun sur les

voies à caractéristiques autoroutières, 2024,

- Note technique du 27 juin 2014 relative à l'évaluation de projets de transport,
- « Comprendre le trafic routier – méthodes et calculs », édité par le CERTU mai 2010, et les références y étant citées,
- l'Instruction Inter-ministérielle sur la Sécurité Routière (IISR),
- Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national,
- Référentiels en vigueur pour chaussée, assainissement, signalisation, dispositifs de retenue...
- Guide CEREMA : Conception des réparations structurales et des renforcements des ouvrages d'art,
- Note du CEREMA : Méthodes courantes d'évaluation structurale des ouvrages existants - Pratiques en vigueur dans le réseau scientifique et technique (RST),
- Guide CEREMA : Conception et calcul du génie civil des écrans de protection phonique routiers, 2017,
- Guide CEREMA : Conception des routes et autoroutes – Révision des règles sur la visibilité et sur les rayons en angle saillant du profil en long, 2018,
- Les textes relatifs aux ouvrages enterrés, notamment Code de l'environnement, partie réglementaire livre V, titre V, chapitre IV et Décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 relatif à la sécurité des ouvrages de transport et de distribution,
- Les normes DTU, CCTG, avis techniques applicables aux prestations de l'opération,
- La liste exhaustive des référentiels visés par le marché est stipulée au CCTP.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Rythme de règlement

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des parties techniques définies à l'article 1-9 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément de Mission	% de règlement	Exigibilité
AVP	20 %	À la validation par le Maître d'Ouvrage du AVP V0
	80 %	En fonction de l'avancement évalué. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de la tâche. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du Maître d'Ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.
PRO, Études complémentaires, Études spécifiques, Mesures de trafic et acoustiques	60 %	A la remise du dossier V1
	40 %	A la validation par le Maître d'Ouvrage du dossier V2

Élément de Mission	% de règlement	Exigibilité
ACT	60 %	A la réception par le Maître d'Ouvrage du D.C.O.E
	30 %	A la désignation par le Maître d'Ouvrage des entreprises retenues à l'appui des rapports d'analyse des candidatures et des offres
	10 %	A la notification du marché de travaux par le Maître d'Ouvrage.
VISA	70 %	Après analyse de l'ensemble des documents d'exécution
	0 %	Après visa de l'ensemble des documents d'exécution

Élément de Mission	% de règlement	Exigibilité
DET	90 %	En fonction de l'avancement évalué Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de la tâche. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord de le Maître d'Ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.
	10 %	Après vérification du décompte final et établissement du décompte général des travaux
AOR	60 %	Après réception par le Maître d'Ouvrage de la proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le Maître d'Œuvre
	40 %	Après réception par le Maître d'Ouvrage de la proposition de levée de toutes les réserves adressée par le Maître d'Œuvre incluant la réception par le Maître d'Ouvrage de la totalité du DOE.

Les autres prestations non définies ci-dessus seront rémunérées au prorata de l'état d'avancement.

3-2.5. Modalités de transmission et de paiement

3-2-5.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- **Le numéro de marché** : se reporter à la lettre de notification du marché
- **Le SIRET de l'État** : 110 002 011 00044
- **Le code du Service exécutant** : CGFB200013
- **Numéro d'engagement juridique de la commande** : se reporter au bon de commande

Une copie de la demande de paiement sera adressée au responsable d'opération par courrier électronique. Néanmoins, le paiement ne pouvant être réalisé au vu de cette copie, elle ne fait donc pas courir le délai global de paiement prévu par l'article R2192-12 du Code de la Commande Publique.

3-2-5.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Le mois d'établissement des prix définis dans le BPU est le mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (m_0). Les prix de la première année d'exécution sont fermes.

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE et au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à date d'anniversaire selon la formule de révision suivante :

$$P_a = P_0 \times C_n$$

P_a Prix actualisé des prestations

P₀ Prix initial du marché en euros hors taxe pour la première révision, puis prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente

C_n Donnée par la formule I_n / I_0 avec

I₀ = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix

I_n = Dernière valeur connue de l'index de référence **I** à la date de renouvellement du marché (mois m), soit l'index du mois $m-3$.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG, le coefficient de révision (**C_n**) est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire est tenu de faire parvenir au RA, un mois avant la date de la fin de période, son calcul de révision ainsi qu'un nouveau BPU révisé. À réception, le RA dispose d'un délai d'un mois, soit avant la fin de la période pour notifier au titulaire l'acceptation du BPU révisé ou pour faire part de ses observations.

Aucune prestation ne pourra être rémunérée tant que le BPU de la nouvelle

période ne sera pas validé par le RA.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION - PENALTIES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités par jour calendaire de retard s'appliquent à chaque élément de mission précisé au 1.9 et sont fixées dans le tableau ci-après :

Partie technique	Éléments	Pénalité journalière
Dossier AVP	AVP V0, V1, V2 et V3	300 euros
Dossier PRO	PRO V1 et V2	
Études complémentaires	Rapport d'étude et ses annexes V1 et V2	200 euros
Études spécifiques	Rapport d'études et ses annexes V1 et V2	200 euros
Rapports de mesures de trafic et acoustiques	Rapport d'études et ses annexes V1 et V2	200 euros
ACT	D.C.O.E. Rapport d'analyse des offres	100 euros
VISA	Visa ou note d'observation	50 euros

Partie technique	Éléments	Pénalité journalière
DET	Compte rendu	20 euros
	Constats	30 euros
	Levée de points d'arrêts	50 euros
	Notifications de décisions	30 euros
	Rapport de demande d'acceptation de sous-traitant	30 euros
	Décomptes mensuels et finaux	30 euros
AOR	Organiser et réaliser les O.P.R.	30 euros
	Proposition de réception	30 euros
	Remise du D.O.E	20 euros

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

La mise en œuvre de ces pénalités est effectuée par le service émetteur du bon de commande.

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le

titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

4-3.6. Pénalités pour absence aux réunions

Toute absence non justifiée à une réunion convenue préalablement et assortie d'une convocation à l'initiative du responsable d'opérations, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 200 euros.

4-3.7. Pénalités pour non respect des exigences du CCTP

En cas de non respect des exigences présentes dans le CCTP, il sera appliqué une pénalité de 1500€ par constatation.

4-3.8. Pénalités pour retard de remise de devis

Une pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard sera appliquée en cas de dépassement du délai de remise de devis au Maître d'Ouvrage tel que stipulé à l'article 1.4 du CCAP.

4-3.9. Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, une pénalité journalière d'un montant de 10 000 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités imposées par les articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant des prestations dévolu au contrevenant et ne peut dépasser 45 000 €.

À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le RA se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

4-3.10. Pénalités pour absence de transmission du P.A.Q et de l'organigramme de l'équipe projet

Pour chaque bon de commande, le titulaire est tenu de transmettre à l'acheteur le Plan Assurance Qualité – comportant notamment l'équipe affectée projet affectée à la commande – dans un délai de 15 jours calendaires, à compter de la date de notification du bon de commande.

Au-delà, une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard sera appliquée.

4-4. Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, ce dernier subira une pénalité forfaitaire de :

- 50 € par heure d'insertion non réalisée ;
- 50 € par jour de stage d'insertion non réalisé.

Sur avis du facilitateur des clauses sociales, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-exécution de l'obligation ne lui incombe pas.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause d'insertion sociale, la Métropole Aix-Marseille-Provence procédera à une mise en demeure du titulaire.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le

montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Les prestations objet du présent marché se feront :

- ◆ en jours ouvrés à l'intérieur de la plage horaire 8h00 – 18h00 et si les circonstances l'exigent la nuit (21h00-5h00) ;
- ◆ si les circonstances l'exigent, le week-end de jour (8h00 - 18h00) et/ou de nuit (21h00 – 5h00).

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire reste disponible pour répondre aux questions du Maître d'Ouvrage, y compris dans le cadre des dossiers finalisés, et notamment en phase travaux.

Il désigne en outre un responsable, de niveau chef de projet, qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable lors d'une commande est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à garantir la continuité des études en cas de départ ou d'absence prolongée du Chef de Projet affecté au projet.

De plus, il fournira, pour chaque bon de commande, un PAQ spécifique à l'opération comprenant notamment l'organigramme de l'équipe affectée au projet.

L'absence ou le refus de transmission du PAQ et de l'organigramme de l'équipe projet affectée à la commande entraîne l'application de pénalités définies à l'article 4-3.10.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui

n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2. Exécution de la mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou de suivi de la réalisation des travaux jusqu'à la passation des marchés de travaux

7-2.1. Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux C est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme. Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (études) fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage sur un coût prévisionnel des travaux C sur la base des études d'Avant-projet.

Si l'estimation du coût prévisionnel des travaux proposée par le titulaire au moment de la remise des prestations de l'élément Avant Projet est supérieure à la part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux, le maître de l'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au titulaire de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle citée ci-dessus.

7-2.2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti **d'un taux de tolérance de 10 %**. Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le titulaire, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent. L'avancement des études permet au titulaire lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le titulaire doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

7-2.3. Coût de référence des travaux

Pour chaque consultation, lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marchés(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage et des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = TP01_e / TP01_t$$

avec :	TP01_e =	Valeur de l'index TP01 au mois m_0
et :	TP01_t =	Valeur de l'index TP01 au mois des offres du marché de travaux

où TP01 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance **correspondant** et si le maître de l'ouvrage déclare l'appel d'offres infructueux, le titulaire a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître de l'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index TP retenu par le maître de l'ouvrage pris respectivement au mois m_0 du marché de

maîtrise d'œuvre et au mois m_0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

7-2.4. Moyens donnés au Coordonnateur SPS – Obligations du titulaire

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs au projet ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Le titulaire s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

7-3. Exécution de la mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou de suivi de l'exécution de travaux après la passation des marchés de travaux

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les dispositions du contrat de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître de l'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

7-3.1. Coût initial des contrats de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des contrats de travaux est celui qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des contrats de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du premier contrat de travaux par application du coefficient de réajustement K_r défini ainsi :

$$K_r = TP01_{1t} / TP01_{2t}$$

avec :	TP01_{1t} =	valeur de l'index TP01 au mois m_0 , du premier contrat de travaux
et :	TP01_{2t} =	valeur de l'index TP01 au mois m_0 , du contrat de travaux concerné

où TP01 : Index général tous travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Une décision du maître de l'ouvrage, notifiée dans les conditions de l'article 3.1 du CCAG, constate et arrête le montant du coût initial des contrats de travaux que le titulaire s'engage à respecter.

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 du ou des marchés de travaux.

7-3.2. Tolérance sur le coût initial des contrats de travaux

Le coût initial des contrats de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 5 %. Le seuil de tolérance est égal au coût initial des contrats de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

7-3.3. Travaux modificatifs ou supplémentaires

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître de l'ouvrage sur proposition du titulaire dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1: modifications dans la consistance ou le coût du projet demandé par le maître de l'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux. Le titulaire estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2: modifications dans la consistance du projet apportées par le titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire.

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du maître d'ouvrage. Les décisions du maître d'ouvrage relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire. Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du titulaire, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le maître d'ouvrage.

7-3.4. Ordre de Services

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des contrats de travaux", le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le titulaire qu'après décision du maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le titulaire à l'entrepreneur. Le titulaire transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils

ont bien été délivrés en temps utile.

7-3.5. Protection de la Main d'œuvre et conditions de travail

1 – Autorité du Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

2 – Moyens donnés au CSPS

A – Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du titulaire pour ses différentes réunions.

B – Obligations du titulaire

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'exécution,
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier-chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination,
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage. Celles-ci font l'objet

d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS, lorsque ceux-ci ont été validés par le maître d'ouvrage. Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Dans le cas d'un commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution, le titulaire avise par écrit le maître de l'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux. Tout cela après avoir :

- visés les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).

Le titulaire est membre du collège inter-entreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, il participe à toutes ses réunions.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

En application de l'article 28.4.2. du CCAG, le titulaire avise l'acheteur de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis à l'acheteur, sous forme papier (conformément à l'article 1-7.6.2 du présent CCAP) ainsi que dématérialisée en version native (formats dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt. dwg.) et pdf.

Dossier	Nombre d'exemplaires
AVP V0	1 papier + 1 électronique
AVP V1	2 papier + 1 électronique
AVP V2	3 papier+ 1 électronique
AVP V3	3 papier+ 1 électronique

S'agissant des autres livrables remis au titre du marché :

Dossier	Nombre d'exemplaires
PRO V1	1 papier + 1 électronique
PRO V2	2 papier + 1 électronique

Dossier	Nombre d'exemplaires
Étude complémentaire V1	3 papier + 1 électronique
Étude complémentaire V2	3 papier + 1 électronique

Dossier	Nombre d'exemplaires
Étude spécifique V1	2 papier + 1 électronique
Étude spécifique V2	2 papier + 1 électronique

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de 4 semaines.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

En cas de rejet ou d'ajournement, le RA dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION

9-1. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Le RA se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1-4 du présent CCAP. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Se reporter au CCTP.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

La DIR Méditerranée ainsi que la DREAL Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaitent utiliser leur commande publique comme un outil de lutte contre le chômage et l'exclusion socio-professionnelle.

La démarche d'insertion constitue une condition d'exécution du marché en application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique.

Le non-respect par le titulaire de l'obligation d'emploi du public cible est sanctionné par les pénalités définies à l'article 4-4.

En cas de licenciement économique ou de chômage partiel et sous réserve d'obtenir les documents justificatifs validés par les services de l'État compétents (notamment DIRECCTE), le maître d'ouvrage examinera la demande de l'entreprise de se voir exonérée de tout ou partie de ses obligations liées à la clause sociale d'insertion.

11-1. Publics bénéficiaires

La clause d'insertion sociale doit bénéficier prioritairement aux personnes relevant des catégories suivantes :

- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
 - pouvant attester d'une inscription dans une formation diplômante en lien avec les prestations du présent marché.

- Personnes en reconversion professionnelle diplômées depuis moins de 12 mois ou pouvant attester d'une inscription dans une formation diplômante en lien avec les prestations du présent marché.

La clause d'insertion sociale peut également bénéficier aux personnes relevant notamment des catégories suivantes :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité

économique (IAE) mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire ;

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;

- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI).

- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les établissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE) et les écoles de la deuxième chance (E2C) ;

- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation temporaire d'attente (ATA), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie jeunes ;

- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;

- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;

- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé du facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à leur mise en emploi

avec le facilitateur des clauses sociales désigné par la Métropole-Aix-Marseille-Provence.

Toutefois, quelques exceptions sont prévues dans le but de soutenir la pérennisation de l'emploi sur le territoire métropolitain tout en conservant l'effet levier de l'action d'insertion. Dans le respect des conditions ci-dessus, les cas particuliers pourront être soumis au facilitateur des clauses sociales désigné, seul à pouvoir valider des situations exceptionnelles qui favorisent l'emploi stable et durable.

11-2. Modalités de mise en œuvre

Par dérogation à l'article 16.1. du CCAG Prestations intellectuelles, la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale consiste à mettre en place une mesure permettant la qualification ou la professionnalisation d'au moins une personne relevant des catégories indiquées au 11-1 du présent CCAP.

Cette mesure devra être :

- soit d'une durée minimale de 6 mois réalisés dans le cas d'un stage,
- soit correspondre à un minimum de 160 heures d'insertion pour toute autre mesure qu'un stage. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Il est possible de réaliser le minimum indiqué ci-dessus par une combinaison des deux mesures.

Exemple :

Exigence d'un stage d'une durée minimale de 6 mois ou de la réalisation de 160 heures d'insertion.

Possibilité de faire 3 mois de stage (50 % du minimum stage) combiné avec 80 heures d'insertion (50 % du minimum d'heures) le tout correspondant bien à 100% de la mesure ciblée.

Cette mesure pourra consister :

- soit en la réalisation d'un stage au sein de l'entreprise. Conformément à l'article L. 124-1 du code de l'éducation, le stage devra faire l'objet d'une convention de stage. La convention de stage devra prévoir obligatoirement une gratification

pour le stagiaire. Cette gratification devra être égale au minimum à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale ;

- soit en l'embauche directe dans le cadre d'un CDD, d'un CDI ou d'un contrat en alternance (contrat d'apprentissage ou contrat de professionnalisation) ;

- soit en la mise à disposition d'un ou plusieurs salariés en insertion durant la durée du marché : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI) ou d'une entreprise de travail temporaire (ETT) conformément aux dispositions prévues dans l'accord du 07/11/2005 relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'art L. 124-2-1-1 du code du travail (http://www.journal-officiel.gouv.fr/publications/bocc/pdf/2005/0042/CCO_20050042_0042_0027.pdf) ;

- soit en la cotraitance ou la sous-traitance d'une partie des prestations à une structure d'insertion par l'activité économique.

La personne bénéficiaire de la mesure devra participer à la réalisation des prestations.

11-3. Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, un appui technique a été mis en place par la DIR Méditerranée et la DREAL PACA.

Les coordonnées du facilitateur des clauses sociales seront les suivantes :

JOHAN TILMANT - Responsable du pôle clauses sociales

jtilmant@emergences-asso.fr

5 rue de la République 13002 Marseille

Tél : 04 96 11 55 25 - 06 30 41 48 60

Le facilitateur des clauses sociales est missionné pour :

- Informer et conseiller les entreprises titulaires dans la mise en œuvre des objectifs d'insertion en fonction des spécificités du marché et de l'activité du titulaire ;
- Proposer des candidatures de publics prioritaires et assurer leur suivi pendant l'exécution du marché ;
- Suivre et évaluer la réalisation des objectifs d'insertion.

Le titulaire fournit mensuellement, au facilitateur des clauses sociales, les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action en complétant le formulaire informatique sur la plateforme de déclaration via un lien communiqué par le facilitateur.

Par ailleurs, un contrôle sur pièces pourra être réalisé par le facilitateur en cours d'exécution du marché. Le titulaire est tenu de tenir à sa disposition les bulletins de salaire de chacun des mois travaillés pour chaque personne bénéficiaire de la clause d'insertion.

A l'initiative de la DIRMED et la DREAL, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur. Elle est mise en place après notification du marché. Durant toute la période d'exécution du marché, la Métropole Aix-Marseille-Provence peut organiser, avec le titulaire et le facilitateur, des réunions de suivi de la clause d'insertion sociale.

Le titulaire notifie à la Métropole Aix-Marseille-Provence toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, l'acheteur, avec l'appui du facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander à l'acheteur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale. En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, l'acheteur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ou au juge.

Il est procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé, tout au long de l'exécution des prestations :

- Le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, établit pendant toute la durée du marché un bilan annuel sur la base des bilans transmis à l'acheteur ;
- Le titulaire, ou le cas échéant le facilitateur, rédige un bilan final dans le mois précédant la fin de l'exécution du marché transmis à l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

11-4. Contrôle du respect des dispositions d'insertion sociale

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités définies à l'article 4-4.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer l'acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

11-5. Globalisation des heures d'insertion

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

12-1. CCAG-PI

Liste des dérogations au CCAG-PI		
CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG-PI
CCAP 1-7.6.2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-PI
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-PI
CCAP 4-2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-PI
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG-PI
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG-PI
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 3eme alinéa du CCAG-PI
CCAP 8-2	déroge à l'article	30 du CCAG-PI
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG-PI
CCAP 11-2	déroge à l'article	16.1 du CCAG-PI

12-2. CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

12-3. Normes françaises homologuées

Sans objet.

12-4. Autres normes

Sans objet.